

Les crédits

sommes enclins à dépenser comme s'il n'y avait pas de lendemain. Je ne pense pas que ce soit le cas. Je voudrais demander à mon collègue d'Ottawa-Sud si l'argent réglerait le problème. Le problème va-t-il disparaître si nous dépensons plus d'argent, ou la question est-elle beaucoup plus complexe que cela?

[Français]

M. Manley: Madame la Présidente, je n'ai qu'une brève réponse!

[Traduction]

Non, nous ne pouvons pas régler le problème simplement en dépensant plus d'argent. Le problème est complexe, mais l'argent est une partie de la solution. Si nous voulons que plus de jeunes étudient les sciences naturelles et le génie, il faut leur garantir des emplois à la fin de leurs études. Ce n'est pas très encourageant d'entreprendre un dur programme d'études en sciences ou en génie, sachant qu'il n'y aura peut-être pas d'emplois disponibles et qu'il faudra aller aux États-Unis.

Quant au problème auquel le Canada fera probablement face au cours de la prochaine décennie, soit une pénurie de docteurs en sciences et d'ingénieurs, je pense que nous devons nous attaquer au problème du financement de nos institutions et nous assurer qu'elles ont suffisamment de laboratoires et d'installations de recherche pour encourager les étudiants à embrasser ces disciplines.

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Madame la Présidente, la motion du Parti libéral dont la Chambre est saisie demande au gouvernement conservateur de mieux soutenir l'enseignement postsecondaire, le développement scientifique et technologique, la formation en cours d'emploi, le recyclage et la lutte contre l'analphabétisme. Je veux féliciter mon collègue de Saint-Boniface qui l'a rédigée et présentée aujourd'hui à la Chambre des communes parce qu'elle touche à des questions qui comptent parmi les plus importantes auxquelles le Canada doit faire face dans les années 1980 et 1990.

Pour que le Canada survive et progresse comme un partenaire important dans le commerce mondial, l'éducation et la formation doivent figurer en tête de nos priorités. Nous devons dépenser beaucoup plus pour faire face à la concurrence dans ce monde très compétitif.

Nous venons de signer ou de ratifier l'Accord de libre-échange avec les États-Unis. Notre parti s'y est opposé, mais il est maintenant en place. Il a été adopté par le Parlement. A moins que nous ne fassions plus d'efforts pour préparer notre main-d'oeuvre, jeune et moins jeune, à être plus productive et plus compétitive, nous allons y perdre. Les Américains retireront la plupart des avantages de l'Accord. Notre pays devra aussi affronter une concurrence accrue en Europe en 1992 quand les pays du marché commun supprimeront presque toutes les barrières qui les séparent. La concurrence que nous trouverons sur le marché européen sera de plus en plus forte. Il est donc absolument essentiel que les travailleurs canadiens soient les mieux formés du monde.

• (1620)

L'éducation n'est pas une option ou un luxe, elle est absolument essentielle à notre bien-être économique. C'est pourquoi je ne comprendrai jamais comment un palier de gouvernement peut réduire l'aide à l'éducation ou à la formation dans une récession ou dans une période difficile comme celle-ci sous prétexte qu'il a des problèmes avec le déficit. Le meilleur moyen de sortir d'une récession et de réduire le déficit est de s'assurer que la main-d'oeuvre est très qualifiée et qu'elle peut produire les revenus et les recettes nécessaires pour redresser la situation.

Si nous examinons divers pays européens comme l'Allemagne de l'Ouest et la Suède, nous voyons qu'en temps de récession et de dépression ils consacrent plus d'argent à l'éducation et à la formation qu'à d'autres époques. Ils profitent de ce que les gens sont sans travail, pour des raisons cycliques ou de modifications structurelles, pour améliorer leur formation et les recycler afin de les remettre dans le circuit pour qu'ils occupent les nouveaux emplois qui seront créés après la récession ou la dépression.

L'enseignement et la formation constituent en quelque sorte une infrastructure de base pour l'économie. Les entreprises ont besoin de main-d'oeuvre qualifiée autant que de routes, de chemins de fer, de ports et d'aéroports. Au lieu de refuser l'argent nécessaire pour nous doter d'une main-d'oeuvre qualifiée, il faut y consacrer plus d'argent.

Il importe également de faire quelque chose au sujet du gaspillage des ressources humaines. Nous avons de forts taux de chômage au Canada parmi nos handicapés et nos minorités. Près de 30 p. 100 des Canadiens sont analphabètes, et beaucoup ont quitté l'école prématuré-